

Angeline Montoya, *Au Honduras, l'exode pour seul horizon*, Le Monde, 2 février 2019

Les caravanes de migrants en route pour les Etats-Unis fuient la misère, la violence et la répression politique de l'Etat d'Amérique centrale.



A San Pedro Sula (Honduras), le 22 janvier. Dina Emerita Sanchez, 46 ans, attend comme d'autres le bus pour rejoindre le Guatemala, puis le Mexique, et enfin les Etats-Unis.

Le jean est savamment déchiré au genou et recousu avec de petites perles. Le pull est assorti aux bottines bordeaux, flambant neuves. « *Avec ça, je vais marcher loin* », rêve Fabiola Alejandra. Assise par terre en face d'elle, une femme sourit : « *Tu vas surtout te les faire voler...* »

Les visages sont fatigués sous les néons blafards de la gare routière de San Pedro Sula, la deuxième ville du pays, à 270 km au nord de la capitale, Tegucigalpa. Fabiola Alejandra, 24 ans, n'a pas l'air de comprendre ce qu'elle fait là. Elle dit qu'elle a quitté son village avec une amie, pour traverser le Guatemala, le Mexique et atteindre les Etats-Unis. Allongée par terre, son amie dort à poings fermés. Les images de la dernière « caravane » de migrants, partie le 15 janvier de cette même gare routière, et à qui le Mexique a ouvert ses portes, l'ont convaincue de remplir un petit sac à dos et de prendre le même chemin. Elle dit que, là-bas, elle aura une meilleure vie, forcément. Qu'elle pourra envoyer de l'argent à sa fille de 4 ans, gravement handicapée de naissance, et à son fils de 7 mois, laissés aux soins de sa mère.

A côté d'elle, Eduardo Lopez, un garçon de 21 ans, est plus déterminé. « *Je viens d'un quartier dominé par les maras* », ces gangs qui sèment la terreur depuis que les Etats-Unis ont massivement renvoyé dans leur pays d'origine des délinquants arrêtés sur leur territoire. « *Quand les employeurs apprennent d'où je viens, ils ne m'embauchent pas. Aux Etats-Unis, même sans diplôme, on trouve du travail.* » Et ça, il en est sûr. Il semble ignorer le rejet par les Etats-Unis de 90 % des demandes d'asile et les 800 000 dossiers en attente. Et les milliers de migrants qui se font arrêter, ou disparaissent, ou meurent sur la route migratoire.

Les « caravanes » de migrants, ces groupes de plusieurs milliers de personnes qui se sont mis à marcher ensemble sur la route entre l'Amérique centrale et les Etats-Unis fin 2018, ont rendu visible et médiatique un phénomène, qui, en réalité, existe depuis des années dans l'indifférence. « *En 2017, il n'y avait pas de caravanes, et pourtant quelque 80 000 Honduriens sont partis vers le nord* », assure le journaliste et défenseur des droits des migrants Bartolo Fuentes.

Au départ, ils fuyaient seuls, déboursant des sommes folles (jusqu'à 15 000 dollars, soit 13 000 euros) pour un « coyote », un passeur, en affrontant tous les dangers : vols, accidents, enlèvements contre rançon, tortures, viols, traite, assassinats... C'est à l'occasion d'un « chemin de croix des migrants », en mars 2018, qu'ils prennent conscience des avantages qu'il y a à voyager en groupe.

Le 12 octobre 2018, un premier groupe organisé de 3 000 migrants part alors à pied de San Pedro Sula, un temps connue comme la ville la plus dangereuse du monde. Une semaine plus tard,

un nouveau départ est lancé. Le président des Etats-Unis, Donald Trump, vocifère, envoie l'armée à la frontière, réclame la construction d'un mur. Il accuse les démocrates d'être derrière l'organisation des caravanes. Les autorités honduriennes désignent Bartolo Fuentes, qui a aussi été député de l'opposition. L'accusation le fait rire. « *Les caravanes se sont organisées sur les réseaux sociaux, réplique-t-il. J'ai simplement demandé à faire partie des groupes WhatsApp pour étudier le phénomène. Les Honduriens ont assez de raisons pour vouloir quitter le pays.* »

Le sous-emploi atteint 44 %

Officiellement, le chômage ne touche que 6,7 % de la population. Mais le sous-emploi atteint 44 %, soit 1,5 million de personnes, dans un pays de 8,5 millions d'habitants. Les salaires sont si bas qu'ils ne peuvent couvrir les besoins d'une famille. De nombreuses jeunes filles travaillent dans des *maquilas*, usines bénéficiant d'exonérations fiscales et fabriquant des produits destinés à être exportés. Journées interminables, humiliations, conditions de travail éreintantes sont leur lot quotidien. A 20 ans, elles sont si usées qu'on les remplace.

Deux facteurs expliquent l'effondrement économique : d'abord, l'ouragan Mitch qui, en 1998, a tué 6 000 personnes et provoqué au moins 4 milliards de dollars de pertes. Ensuite, le coup d'Etat de 2009 contre le président de gauche Manuel Zelaya, « *autrement plus dévastateur que l'ouragan* », selon M. Fuentes. Un coup d'Etat justifié par la tentative supposée de M. Zelaya de modifier la Constitution pour pouvoir se représenter aux élections. Le putsch n'est pas clairement condamné par les Etats-Unis, qui voient dans l'ancien président, qui s'est rapproché du Venezuela, un Chavez potentiel.

Le pays plonge dans le chaos. Le nouveau président du Congrès, José Orlando Hernandez (appelé par ses initiales, « JOH »), fait destituer quatre juges de la Cour suprême opposés à des projets de privatisations de terres. JOH est élu président en novembre 2013, lors d'un scrutin entaché de fraudes. Un an plus tard, des manifestations monstres réclament sa démission après la révélation que des millions de dollars du système de sécurité sociale ont été détournés au profit du parti au pouvoir, le Parti national (PN), et de sa campagne électorale.

Les cartels de la drogue se renforcent

En avril 2015, la situation s'emballe : la Cour suprême supprime les articles de la Constitution interdisant la réélection du président – ce qui était précisément l'excuse donnée au putsch contre Zelaya six ans plus tôt. Pour l'opposition, c'est une nouvelle forme de coup d'Etat, dans la plus complète indifférence. En novembre 2017, « JOH » est réélu après des élections à nouveau entachées d'accusations de fraude. Les manifestations reprennent. Ainsi que la répression, sanglante. Une trentaine de personnes sont tuées. La communauté internationale, pourtant, reconnaît le président.

Aujourd'hui encore, les persécutions politiques continuent. Le frère de Pedro A. (qui a demandé à rester anonyme) n'a pas eu d'autre choix que de fuir le pays avec la caravane d'octobre 2018, accompagné par 25 autres opposants. Membre dirigeant du Parti libre de Manuel Zelaya dans la ville de Choloma, à 25 km au nord de San Pedro Sula, il a activement participé aux manifestations de fin 2017 et début 2018, qui ont fait 12 morts à Choloma.



Un membre de l'Union nationale des familles de migrants disparus accompagne à l'aéroport d'El Progreso la famille d'Ingrid, qui s'apprête à recevoir la dépouille de cette dernière, le 23 janvier.

Le harcèlement et les menaces ont alors commencé. « Des policiers rôdaient autour de la maison, nous prenaient en photo, ils sont même entrés chez nous avec cagoules et armes de guerre, on recevait des appels anonymes jour et nuit, et, aujourd'hui encore, ils savent où j'habite, où je travaille », raconte Pedro, qui craint pour sa vie et sa famille, envisageant lui aussi de partir. Son frère a pu atteindre le Mexique, où il a commencé les démarches pour obtenir ses papiers.

« Quand les employeurs apprennent que je viens d'un quartier dominé par les gangs, ils ne m'embauchent pas. Aux Etats-Unis, même sans diplôme, on trouve du travail », affirme Eduardo Lopez

Dans ce chaos, les cartels de la drogue se renforcent. Le propre frère du président, Tony Hernandez, est en prison aux Etats-Unis depuis novembre 2018, accusé d'être un narcotrafiquant. Les maras rackettent les commerçants. « Ceux qui ne payent pas, ils sont morts », résume Ana (qui ne veut pas donner son nom de famille). Elle a abandonné la compagnie de taxi pour laquelle elle travaillait pour se mettre à son compte comme chauffeuse privée, dans une voiture poussiéreuse qui grince de partout. « Tous les jours, on retrouve des cadavres. Au moins maintenant, je suis tranquille », dit-elle. Dans un pays où une personne peut détenir trois armes, on règle souvent les différends avec un tueur à gages. Près de 95 % des crimes ne font l'objet d'aucune enquête.

« Modèle extractiviste »

La population, pourtant, craint surtout la police et l'armée, qui agissent de concert dans le maintien de l'ordre. Un rapport de la Commission interaméricaine des droits humains de 2015 souligne « l'engagement d'agents militaires dans des assassinats, des exécutions, des enlèvements et des détentions arbitraires contre des civils ». La militarisation du pays, notamment grâce à l'envoi d'armes par Washington, s'accélère. Le Honduras devient le pays le plus dangereux au monde pour les défenseurs environnementaux et des droits humains : entre 2010 et 2016, 123 sont assassinés. « Alors les dangers de la route migratoire... », ironisent les candidats au départ.

Sur le flanc du Merendon, la montagne qui domine San Pedro Sula, un énorme panneau « Coca-Cola » se détache (à la manière de l'« Hollywood » de Los Angeles), témoin de la puissance des multinationales. Depuis le coup d'Etat, l'économie s'est en effet en partie reposée sur la concession d'énormes territoires à des entreprises privées.



Vue du Parc central de San Pedro Sula, le 23 janvier. Depuis le coup d'Etat, l'économie s'est en partie reposée sur la concession d'énormes territoires à des entreprises privées.

L'Etat a tout misé sur l'énergie hydraulique, l'extraction minière et la monoculture de palmier à huile, sans tenir compte des populations locales déplacées de force, et en faisant fi du droit des peuples indigènes à se prononcer sur le sort de leurs terres. Pour Joaquin Mejia, avocat et chercheur de l'Equipe de réflexion, de recherche et de communication de la ville d'El Progreso, à 40 km au sud-est de San Pedro Sula, « *le modèle extractiviste* » est à l'origine de nombreux maux du pays. Le pouvoir reste aux mains de quelques riches familles impliquées dans des scandales de corruption. Les *maquilas* et les entreprises étrangères sont exonérées d'impôts.

« Les caravanes chaque fois plus massives ont rendu visibles les échecs de la politique du gouvernement hondurien », analyse Joaquin Mejia, avocat et chercheur

Ce ne sont pourtant ni les *maquilas*, ni le café, ni l'industrie minière, ni les palmiers à huile qui rapportent le plus au pays, mais les envois d'argent de Honduriens immigrés aux Etats-Unis, au nombre d'un million : tous les ans, les transferts représentent quelque 4,5 milliards de dollars d'entrées. « *Cela arrange le gouvernement que les migrants continuent de partir, car les transferts sont nécessaires à la bonne marche du pays, analyse Joaquin Mejia. Mais il ne faut pas que ça se voie. En cela, les caravanes chaque fois plus massives ont rendu visibles les échecs de la politique gouvernementale.* »

L'opposition politique, elle, est trop fragmentée pour pouvoir constituer une menace sérieuse. Dimanche 27 janvier, à l'occasion du premier anniversaire du deuxième mandat controversé du président Hernandez, Manuel Zelaya avait appelé à manifester dans tout le pays. A San Pedro Sula, moins de 200 personnes se sont réunies sur la place centrale, agitant des drapeaux rouges du Parti libre. « *Après les répressions sanglantes de 2018, les gens ont eu peur, mais la prochaine fois, nous serons plus nombreux* », veut croire le député Ronald Pineda.

A San Pedro Sula, le soleil s'est couché derrière le Merendon. Un couvre-feu qui ne dit pas son nom a vidé les rues. Dans la gare routière, des dizaines de personnes installent leurs couvertures par terre. La police militaire patrouille, armes de guerre au poing. Les caravanes se sont encore transformées. Les migrants ne partent plus à pied, mais en bus. Tous les soirs, ils sont 200 ou 300. Bientôt, quand le bus arrivera, ils se lèveront précipitamment pour ne pas perdre leur place. Quelques-uns atteindront la frontière américaine, d'autres resteront au Mexique. Beaucoup reviendront dépités ou déportés. D'autres, enfin, dans un cercueil.